Les crédits

Lorsque nous songeons à l'édition, à la production cinématographique ou à l'industrie de l'enregistrement, par exemple, je crois que j'ai maintes fois fait observer en cette Chambre que nous sommes un pays occupé sur le plan culturel. Nous devons trouver les leviers du développement économique et culturel afin d'être sûr de garder l'accès au matériel culturel étranger.

Pas question de lui fermer la porte. Nous ne voulons pas lui fermer nos portes, mais nous voudrions certainement nous réserver une parcelle de ce domaine. Nous ne voudrions pas que, dans les domaines que je viens de mentionner, trois productions sur quatre soient étrangères.

Le fou rire me prend parfois lorsque j'entends ce gouvernement nous dire à quel point il nous a protégés. Il nous a si bien protégés qu'il a accepté l'article 2005. La personne chargée des négociations, Peter Murphy—nous nous souvenons tous de son nom, merci, monsieur le Président—disait l'autre jour que, tout au long des négociations sur le libre-échange, il considérait que les exigences culturelles canadiennes étaient une véritable farce. Quelle farce. Je ne crois pas que ce soit une farce. Vous ne croyez pas que ce soit une farce, et je suis certaine que les Canadiens n'entendent pas à rire à ce sujet.

Il a ajouté que les Américains se sont servis, dans les négociations, des préoccupations des Canadiens concernant le contrôle d'institutions comme Radio-Canada, de l'édition et de la production cinématographique, comme monnaie d'échange.

Une monnaie d'échange? Est-ce ce que nous sommes aux yeux des États-Unis? Notre culture, notre population, nos chansons, nos poèmes, notre musique, nos livres? Monsieur le Président, l'article 2005 montre que l'Accord de libre-échange ne nous a jamais protégés des Américains. Je me demande ce que nous réserve celui-ci.

Mme Catherine Callbeck (Malpègue): Monsieur le Président, je veux féliciter la députée de son exposé très instructif. Il ne fait aucun doute que ma collègue connaît très bien tout ce secteur.

J'ai une question à lui poser, mais je veux d'abord dire un mot sur la motion à l'étude, qui condamne le gouvernement fédéral parce qu'il n'informe pas complètement les Canadiens relativement aux négociations qui se déroulent en vue de la conclusion d'un accord de libre-échange nord-américain.

Je ne peux croire qu'il en soit ainsi. En fait, il est incroyable que les Canadiens doivent s'en remettre à

l'article publié aujourd'hui dans *The Toronto Star* pour savoir ce qu'il en est de ces négociations.

Le gouvernement semble dire: «Faites-nous confiance.» Les Canadiens estiment qu'ils ne peuvent faire confiance à ce gouvernement, compte tenu de ce qui s'est passé avec l'Accord de libre-échange, alors qu'on leur a fait toutes sortes de promesses qui ne se sont pas réalisées. Par exemple, on a dit aux Canadiens qu'un programme d'adaptation serait mis en place. Or, il n'y a rien eu de la sorte.

Je pourrais poursuivre longtemps, mais le temps presse. Je veux donc poser une question à ma collègue.

Celle-ci est-elle d'accord pour dire que le gouvernement doit se montrer plus franc envers les Canadiens, relativement aux négociations qui se déroulent en vue de conclure un accord de libre-échange nord-américain?

Mme Finestone: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Je pense que le député de Halton—Peel nous a donné la réponse. Alors qu'il parlait si éloquemment de la transparence, celui-ci a jugé plutôt déplorable, en fait il a même condamné je pense, la façon dont nous avons appris ce qui se passait. Le député de Halton—Peel a répondu qu'il s'agissait d'un coup monté.

C'est une véritable honte qu'un coup monté soit la seule façon pour les Canadiens ainsi que pour les députés de l'opposition à la Chambre, et en fait pour la plupart des députés ministériels, de découvrir le contenu de l'accord de libre-échange que les ministres sont en train de négocier. La réponse est que nous, ainsi que ceux qui ont des tendances libérales, c'est-à-dire qui prônent l'ouverture d'esprit et la compréhension, nous tenons à ce que le public sache que nous n'agissons pas en secret, derrière des portes closes.

La réponse nous a été fournie par M. Nader des États-Unis, que nous remercions, et par le *Toronto Star*, que nous remercions également. Quant à nous, nous exprimons notre mécontentement envers le gouvernement.

[Français]

M. Jean-Pierre Hogue (Outremont): Monsieur le Président, je tiens à souligner que ma collègue de Mont-Royal et moi-même siégeons sur quelques comités. J'ai écouté avec une attention certaine sa présentation. Je ne la partage pas, il va de soi. Je trouve qu'il y a beaucoup de pessimisme, d'attitude de fermeture pour une personne de son envergure.